

Collectif Enseignement Tunisie : parents, enseignants, anciens élèves, Conseillers Consulaires.



COMMUNIQUE DE PRESSE

Grève conjointe des élèves, parents et enseignants des écoles françaises en Tunisie

A l'occasion de la visite officielle du Président Macron en Tunisie, 6000 élèves, leurs parents et plus de 400 enseignants des écoles françaises de Tunisie, manifestent leur désapprobation devant les restrictions budgétaires drastiques imposées au budget de l'AEFE. La présidence Macron qui s'enorgueillit de vouloir relancer la francophonie met les établissements français à l'étranger dans l'impasse financière.

De fortes inquiétudes de la communauté éducative et des parents d'élèves.

Le gouvernement Macron a décidé une diminution de 33 millions d'euros du budget de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger (AEFE). Pour digérer la facture, l'AEFE annonce une série de mesures draconiennes portant atteinte au fonctionnement même des établissements. Une suppression de plus de 500 postes de fonctionnaires détachés est planifiée sur trois ans, dont 180 dès 2018.

En Tunisie, en 5 mois seulement, au moins 8 postes d'enseignants titulaires ont été supprimés et remplacés par des contrats locaux, dont le statut est aussi fragilisé, puisque leurs salaires incombent en totalité aux établissements déjà en difficulté financière. A la précarisation des enseignants s'ajoute celle des parents d'élèves qui voient les frais d'écolage augmenter de 9 %. Quant aux frais de première inscription, c'est une véritable saignée, puisqu'ils seront plus que doublés dès la rentrée prochaine.

Elèves, parents et enseignants sont tous impactés par cette dégradation programmée des établissements. Les enseignants fonctionnaires se voient exclus de l'enseignement français en Tunisie. Les perspectives salariales des contrats locaux s'assombrissent. Beaucoup de familles qui ont fait le choix de l'éducation à la française, de sa langue, de sa culture, de ses valeurs vont être contraintes à la déscolarisation de leur enfant pour motif financier. Le risque est grand de voir se transformer ces écoles d'exception, imprégnées d'idéaux républicains, en entreprises privées, mues par des logiques plus financières qu'éducatives.

Un système éducatif bradé, par un gouvernement qui fait de la francophonie une priorité !

Ce même gouvernement, qui veut relancer la francophonie en particulier sur le continent africain, est celui qui est en train d'entamer le bon fonctionnement d'un réseau d'enseignement unique au monde par sa qualité, son rayonnement et le nombre d'élèves qui y suivent leur scolarité. Emmanuel Macron, souhaite tripler le nombre de francophones d'ici 2050, tout en asphyxiant méthodiquement son plus grand vivier.

En effet, l'AEFE est le plus gros réseau d'enseignement à l'étranger du monde. Les écoles françaises dispensent un enseignement de qualité dans 137 pays depuis 27 ans. Pourrait-on trouver meilleurs ambassadeurs de la francophonie que les 350 000 élèves du réseau ? Ne doit-on pas investir, aussi et surtout, pour dynamiser la langue française sur les lieux où elle est parlée, enseignée et revendiquée au quotidien ? Que peut-on espérer des mesures en faveur de la francophonie, quand le gouvernement qui les annonce se désinvestit de ce réseau d'enseignement qui forme les générations francophones de demain ?

Afin de défendre un enseignement de qualité et accessible au plus grand nombre, un collectif rassemblant les associations de parents d'élèves, les anciens élèves, les syndicats d'enseignants ainsi que les conseillers consulaires, s'est constitué en Tunisie. L'objectif : œuvrer au maintien des moyens financiers et des postes d'enseignants titulaires. Continuer à garantir un fonctionnement équilibré et une gestion indépendante des établissements, dans un pays où malgré le fait que le français soit une langue officielle, il n'a de cesse de régresser. Le collectif a à son actif plusieurs grèves des personnels, des journées écoles mortes décidées par les élèves et leurs parents, le boycott des instances de décisions pour défendre à tout prix ce que les enfants et les nations ont de plus précieux : L'EDUCATION.

Les signataires :

Association de parents d'élèves

APEESFT : association des parents d'élèves des établissements scolaires français en Tunisie

LIPE ERT : Liste indépendante des parents d'élèves ERT

FCPE : représentant de l'école Guy De Maupassant et Charles Nicolle

Association des anciens élèves :

Association Les anciens de PMF/Mutu

Association des Anciens élèves du lycée Français de la Marsa

Association des anciens élèves du lycée Carnot de Tunis (lycée français fermé en 1983!)

Syndicats d'enseignants :

Snes-FSU

SNUipp-FSU

Se-UNSA

Conseillers Consulaires : Madeleine Berger Ben Naceur / Martine Vautrin Djedidi / Laurent Caizergues / Francis Gaetti / Michel Zucchero /